



Denis Scuto

L'histoire du temps présent

Retour sur un grand moment historique

Il y a 25 ans, l'Europe vivait des mois cruciaux. Je ne sais pas si nous en étions conscients à l'époque. Depuis la chute du Mur de Berlin, deux ans plus tôt, le 9 novembre 1989, nous avons eu une overdose de moments historiques. La chute sanglante et l'exécution de Ceausescu en Roumanie, la libération de Nelson Mandela et le début de la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, Lech Walesa président de la Pologne, la deuxième guerre du Golfe, le début de la guerre en Yougoslavie, l'indépendance des Républiques baltes, la tentative de putsch contre Gorbatchev, la violence d'extrême droite contre les demandeurs d'asile et les étrangers dans l'Allemagne réunifiée, etc.

Dans l'espace de quelques années seulement, les vieux maîtres de l'Europe de l'autre côté du Rideau de fer, dont les têtes n'avaient pas changé depuis mon enfance et ma jeunesse passées dans une Europe divisée en Est et Ouest, étaient morts ou avaient été balayés: Brejnev, Honecker, Ceausescu, Husak, Kadar, Jivkov, Hoxha... Jeune prof au Lycée d'Echternach, je pouvais aisément faire le lien de mes leçons d'histoire avec l'actualité.

Mais de décembre 1991 à février 1992, les événements se précipitèrent de nouveau à l'Est comme à l'Ouest. A l'Est, le 1^{er} décembre 1991, 92,3% des Ukrainiens votent pour l'indépendance de l'Ukraine. Le 8 décembre, dans le dos de Gorbatchev, les leaders de la Russie, de l'Ukraine et la Biélorussie, Boris Eltsine, Leonid Kravtchouk et Stanislas Chouchkievitch, se rencontrent à Minsk et décident que l'Union soviétique devrait être dissoute, dissolution qui devient effective le 26 décembre. A l'Ouest, le 9 et 10 décembre 1991, les douze chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne se réunissent à Maastricht pour négocier un traité sur l'Union européenne qui sera signé dans la même ville, le 7 février 1992. Le plus grand pas en avant de l'intégration européenne depuis le Traité de Rome, avec notamment la décision de l'union économique et monétaire et l'introduction d'une citoyenneté européenne à côté de nombreux nouveaux domaines de compétence pour l'Union.

Comme l'a formulé l'historien britannique Norman Davies, l'Union soviétique et l'Europe de l'Est, là où peu avant encore des gens étaient abattus parce qu'ils voulaient fuir à l'Ouest, se sont désintégrés en un clin d'oeil. Et l'Europe de l'Ouest, où la présence américaine avait été le facteur déterminant pendant des décennies, cherchait sa propre voie en poussant plus loin son intégration économique et politique.

Mikhaïl, Jacques et Margaret

Un rôle central a été joué par deux personnalités dont les ennemis, sans doute avec raison, prétendaient qu'ils n'avaient pas le



Jacques Delors et Helmut Kohl

moindre sens du réalisme: Mikhaïl Gorbatchev, le réformateur voulant réformer un régime irrégulier, et Jacques Delors, le technocrate voulant intégrer un continent rechignant à être intégré.

Tandis que l'un fut contraint de démissionner en même temps que l'Union soviétique se disloqua et disparut de la scène politique russe et mondiale, l'autre connut son heure de gloire en ce début de 1992. Peut-être parce qu'il dissimula sa vision d'une union politique européenne dans le cheval de Troie d'un marché économique commun, tel qu'il était prévu dans l'Acte unique de 1986. Un marché commun sans barrières. La voie était tracée vers d'autres étapes d'une intégration financière, légale, politique et sociale. Certains ne furent pas dupes comme Margaret Thatcher, la Dame de fer britannique, qui mit en garde contre le „European superstate“. Mais elle aussi fut balayée par l'accélération de l'histoire dans le sens de l'intégration de l'Europe de l'Ouest et la désintégration de l'Europe de l'Est. Désavouée par son propre parti à cause de son attitude antieuropéenne, Thatcher fut contrainte à la démission en novembre 1990. Jacques Delors, âgé de plus de 90 ans aujourd'hui, a d'ailleurs continué sa lutte contre les eurosceptiques britanniques. En 2012, bien avant le lancement du référendum sur le Brexit, il suggérait ainsi aux Anglais de quitter l'UE ...

25 ans après Maastricht, il faut objecter à Jacques Delors, mais aussi à Helmut Kohl, que la com-

bine du cheval de Troie pour introduire par la porte de derrière les „Vereinigten Staaten von Europa“ n'a pas vraiment fonctionné. Maastricht représente un pas géant vers l'union économique et monétaire, vers des droits communs dérivés de la citoyenneté européenne, vers la reconnaissance des régions, mais un tout petit pas vers l'union politique. Trois piliers constituèrent l'architecture institutionnelle de l'Union européenne d'après le Traité de Maastricht: 1. Les communautés européennes; 2. La politique étrangère et de sécurité commune; 3. La coopération policière et judiciaire en matière pénale. Juste le premier pilier se caractérise par une coopération vraiment supranationale avec des politiques intégrées (politique agricole commune, union douanière, marché intérieur, euro). Même ici, des Etats comme la Grande-Bretagne ont dès le début négocié un *opting out* (questions monétaires et sociales). Pas d'union politique donc, mais le début d'une Europe à géométrie variable. Une union élargie dans le quart de siècle suivant à 28 pays, mais sans être approfondie.

En fin de compte, le Traité de Maastricht fut essentiellement le plus grand pas en avant de l'intégration économique depuis les Traités de Rome de 1957 – un autre anniversaire qui nous attend en 2017. C'est en plus l'histoire du progrès de l'intégration négative. N'y voyez pas un jugement de valeur. L'intégration européenne négative signifie la création d'un marché libre commun par la suppression de frontières et

de barrières économiques nationales, aboutissant à l'union monétaire de 2002.

L'architecture du projet européen a été façonnée d'une telle façon qu'il a conduit à une prépondérance du marché libre aux dépens de compétences de régulation politiques. Comme l'a formulé Heinrich August Winkler dans sa *Geschichte des Westens*: une sorte de „petite globalisation“ sous forme d'intégration supranationale dans le cadre de l'Union européenne. La Commission européenne et la Cour de Justice européenne ont veillé à ce que toutes les barrières à l'accès aux marchés nationaux soient levées, même là où les gouvernements plaident pour une autre solution, p.ex. pour des raisons de service public dans des domaines comme les postes et télécommunications ou les transports.

Une asymétrie structurelle

On entend en revanche par intégration positive des mesures qui contrôlent le marché, qui ne le laissent pas faire, mais le corrigent pour protéger les gens des suites néfastes de la libéralisation. L'intégration positive concerne les domaines comme la politique sociale, la politique de l'emploi, les relations sociales, la politique éducative ou environnementale.

Dans tous les référendums autour de l'Union européenne depuis Maastricht, la question du déséquilibre entre le poids de

l'économique par rapport au social dans l'UE a logiquement été thématisée à côté du manque de légitimité démocratique des institutions européennes. L'intégration économique peut être imposée par la Commission européenne ou la Cour de justice européenne, en partie sans l'accord des gouvernements et parlements nationaux. En revanche, des mesures d'intégration sociale comme l'introduction de salaires minimum ne peuvent être généralisées au niveau européen que si tous les gouvernements, c.-à-d. tous les représentants des différents gouvernements se mettent d'accord au Conseil des ministres de l'Union européenne. Les politologues parlent d'une asymétrie structurelle, qui joue en défaveur de mesures sociales. Malgré cette asymétrie, l'Union européenne constitue aujourd'hui aussi un espace social commun, où certains droits fondamentaux sont garantis pour tous. Une redistribution sociale en faveur de certains secteurs et de certaines régions a été réalisée et continue de l'être. Les dernières 25 années modèrent néanmoins l'optimisme en ce qui concerne des progrès sociaux futurs dans l'espace européen. Des tensions et des inégalités sociales graves sont souvent justement le résultat de la politique de libéralisation économique qui se trouve au centre du projet européen.

25 ans après Maastricht, l'UE n'est pas devenue une union politique, mais reste une démocratie à plusieurs niveaux, à plusieurs étages, au sein de laquelle les Etats-nations continuent d'exister, mais sont prêts à partager leur souveraineté dans certains domaines. Dans ce sens, l'UE a complètement transformé les Etats-nation européens et créé de nouvelles formes de gouvernance européenne, de nouvelles élites transnationales ainsi que de nouveaux droits qui ont fait d'immigrants de 28 pays des citoyens européens. Un partage, une union qui ira plus loin, nous le savons depuis l'échec du projet de Constitution européenne en 2005, passera nécessairement par un contrôle démocratique considérablement renforcé des institutions européennes.

Même si le Brexit a été, sans doute de façon provocatrice, appelé de ses vœux par un architecte de l'Union européenne comme Jacques Delors, le référendum britannique et les discours et mouvements eurosceptiques en général nous rappellent à quel point il est essentiel et tout à fait justifié de faire le bilan critique de l'histoire économique, mais aussi sociale et démocratique du processus d'unification européenne.



Lauschtert
och dem
Denis
Scuto sai
Feuilleton
op Radio
100,7, all
Donnesch-
deg um 9.40 Auer (Rediffu-
sion 19.20) oder am Audioar-
chiv op www.100komma7.lu.